

EVALUATION DES PARCOURS DE DECOUVERTES CULTURELLES EN GIRONDE

RAPPORT FINAL

Septembre 2013

" Tout effort d'ordre culturel ne pourra plus que nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne se proposera pas expressément d'être une entreprise de politisation : c'est-à-dire d'inventer sans relâche, à l'intention du non-public, des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité. (...) Et c'est pourquoi **nous refusons délibérément toute conception de la culture qui ferait de celle-ci l'objet d'une simple transmission**. Non point que nous tenions pour nul, ou contestable en soi, cet héritage sans lequel nous ne serions peut-être pas en mesure d'opérer sur nous-mêmes, aujourd'hui, cette contestation radicale : mais parce que nous ne pouvons plus ignorer que, pour la très grande majorité de nos contemporains, **l'accès à cet héritage passe par une entreprise de ressaisissement qui doit avant tout les mettre en mesure d'affronter et de pratiquer, de façon de plus en plus efficace, un monde qui, de toute façon, n'a pas la moindre chance de s'humaniser sans eux... "**

(Déclaration de Villeurbanne des directeurs de théâtres publics, 1968)

« **On devrait prendre en compte la partie immergée de la culture ; celle qui n'est pas ou pas encore manifestée**, qui ne se révèle pas nécessairement, qui est « en puissance » sans pour autant se traduire « en acte », qui n'est pas visible et qui est probablement la plus importante part culturelle en nous, le lieu de l'expérience culturelle la plus intense en nous : la vie imaginaire des êtres humains. (...) je continue à penser que la création artistique et le travail culturel en général ont pour principale vocation de transformer l'imaginaire des populations et que **cette métamorphose des imaginaires est, nécessairement, un préalable à toute action sur le monde (...) quel que soit le registre où elle se manifeste ensuite** : politique, économique, social, juridique, éthique, etc. »

(Roland de Bodt, séminaire Grundtvig, Bruxelles 2012)

« (...) Combien il est agréable **d'entendre puis de comprendre, mais également d'être écouté et compris.** »

(Daniel Larger, séminaire Grundtvig, Bordeaux 2013)

SOMMAIRE

Introduction : contexte d'intervention et démarche évaluative retenue.....	4
1.Pourquoi des parcours de découvertes culturelles ? : des enjeux largement partagés entre acteurs malgré certains décalages dans les attentes initiales.....	5
2.Quelques conditions de réussite qui apparaissent essentielles pour donner corps à ces enjeux.....	7
3.Une redéfinition nécessaire de la place et du rôle du travailleur social : repenser le positionnement face à l'utilisateur dans un autre cadre que l'accompagnement.....	8
4.Changer le regard et renverser la perspective : aller jusqu'au bout de la logique de déstigmatisation et de requalification	9
5.Concrétiser l'expérience culturelle : la question des traces et celle de la diffusion.....	9
6.Une priorité : développer les liens directs et répétés entre habitants et acteurs culturels...10	
7.Quelle démarche culturelle ? : la place des médiateurs et artistes dans le dispositif des PDSC.....	10
8.Des travailleurs sociaux et des institutions : l'engagement des MDSI.....	11
9.La délicate transition des PDC aux PDSC : mobiliser des acteurs nouveaux.....	11
10.L'inscription des PDSC dans la durée : des dimensions organisationnelles incontournables.....	12
11.Le risque du repli vers une approche consummatrice de la culture : maintenir l'exigence participative et se donner les moyens de la faire partager.....	13

Introduction : contexte d'intervention et démarche évaluative retenue

La demande évaluative du Conseil Général auprès de l'association Transfer s'inscrivait dans une expérience de cinq années de mise en œuvre des Parcours de Découvertes Culturelles (PDC) en Gironde et surtout dans le contexte de la transition à venir avec les Parcours de Découvertes Sociales et Culturelles (PDSC), signifiant l'autonomisation de la démarche sur les différents territoires du département.

Cette perspective impliquait la mise en place d'un processus évaluatif qui soit en cohérence avec celle des PDC, tant dans ses finalités que dans sa méthode :

- Sur le plan des finalités, mutualiser les expériences en vue de faire émerger les enjeux fondamentaux, les repères structurants, les conditions de réussite de la démarche PDC en vue de sa continuation et de son développement sous la forme des PDSC ;
- Sur le plan méthodologique, réaliser une évaluation participative consistant à susciter et mettre en forme l'expertise (savoirs et savoir-faire, idées et propositions) des acteurs impliqués pour aboutir à la production d'une parole collective.

L'évaluation s'est déroulée en trois temps :

- 1) Dans un premier temps, une large consultation a été menée de novembre 2012 à février 2013 auprès de 67 personnes ayant participé aux PDC (cf. liste en annexe) et représentant les trois catégories d'acteurs impliqués : habitants, acteurs sociaux (responsables, assistantes sociales, CESF et éducatrices de MDSI, responsables et bénévoles de Centres Sociaux et d'associations) et acteurs culturels (responsables de scènes culturelles et artistes).

Elle s'est faite sous forme de rencontres directes (collectives le plus souvent et parfois « mixtes ») ou à défaut d'entretiens téléphoniques (le plus souvent individuels).

Au total, 11 réunions et 16 entretiens téléphoniques ont été menés auprès de ces 67 personnes, réparties comme suit :

- 18 habitants des territoires de Bègles, Bordeaux St-Augustin, Cenon, Floirac et Gradignan pour la CUB et Audenge, Cadillac, Pauillac et Saint-André de Cubzac hors-CUB ;
- 12 médiateurs culturels (responsables de scènes, de bibliothèques ou de services culturels municipaux) et 9 artistes intervenant dans 3 structures (Atelier de Mécanique Générale Contemporaine, N'a qu'un Œil, Les Enfants du Paradis) ;
- 21 travailleurs sociaux (responsables de MDSI, assistantes sociales, Conseillères en Economie Sociale et Familiale, éducatrices) et 7 responsables et bénévoles de structures sociales associatives (L'Encrier de Biganos, la Maison du

Tauzun, le Centre Social et Culturel de Haut Floirac, le Centre Social et Culturel de Sainte-Eulalie).

Les différents territoires où des MDSI ont été engagées des PDC ont été représentés.

L'objectif de cette première phase d'évaluation était d'appréhender, par des entretiens semi-directifs, comment les divers acteurs avaient vécu l'expérience des PDC, quel sens ils lui donnaient, quels repères de pratiques ou quelles conditions contextuelles s'étaient avérés facilitateurs ou contre-productifs, et comment ils voyaient le devenir de cette action.

Notre première préoccupation était tout particulièrement d'identifier les finalités (voire de formaliser les objectifs de changement) sur lesquels ils se retrouvent. Ainsi, la première question posée à chaque participant était : « selon vous, que devrions-nous aller voir, que faut-il évaluer dans cette expérience qui lui donne de la valeur ? ».

Notre projet n'était pas de porter une expertise en surplomb mais de faire émerger et « mettre en musique » des regards croisés et des savoirs collectifs issus de l'expérience, des lignes de convergences et des questions qui font débat, en proposant un cadre de réflexion commun.

Les propos des uns et des autres ont ensuite été confrontés afin de repérer leurs récurrences, leurs spécificités et leurs logiques sous-jacentes, de retenir les plus significatifs et illustratifs de ces logiques, de les articuler entre eux et de les structurer. Le rapport intermédiaire produit à l'issue de cette analyse (Annexe 1) laisse donc une large place aux propos tels qu'ils ont été tenus, par l'usage de citations entre guillemets qui se renforcent ou se répondent les unes aux autres, en les complétant par des commentaires volontairement courts visant à les relier, les expliciter ou les prolonger chaque fois que nécessaire.

- 2) Dans un deuxième temps, un « groupe-ressource » plus resserré a été constitué (une quinzaine de personnes parmi celles ayant participé à la consultation et représentant les trois collèges d'acteurs) et s'est réuni à deux reprises (deux journées pleines à deux semaines d'intervalle).

Le rapport intermédiaire a d'abord été soumis à validation auprès de ce groupe-ressource, qui s'en est ensuite servi pour identifier des perspectives pour les PDSC et retenir des priorités de travail, approfondies collectivement et reprises dans un document de synthèse (Annexe 2), là aussi validé par le groupe après présentation d'une première mouture.

- 3) C'est en s'appuyant sur ces deux documents qu'a été rédigé le présent rapport final, qui propose le regard de l'évaluateur, et le choix des indicateurs et modes d'évaluation préconisés (Annexe 3).

Nous tenons à remercier l'ensemble des personnes consultées dans le cadre de cette enquête participative pour la disponibilité dont elles ont fait preuve et plus encore pour la richesse de leurs témoignages et la qualité de leur questionnement et de leur réflexion critique.

1. Pourquoi des parcours de découvertes culturelles ? : des enjeux largement partagés entre acteurs malgré certains décalages dans les attentes initiales

L'action culturelle partagée depuis longtemps avec l'action sociale des visées émancipatrices et leurs zones d'intersection sont assez larges pour que diverses expériences les associent depuis longtemps vu le jour. L'approche qui permet ce rapprochement et ce croisement des ressources est celle de la culture vue comme une dimension constitutive et centrale des personnes dans leur subjectivité (psychique et relationnelle) et des sociétés dans leur dynamique (la culture comme lieu où une société se retrouve pour réfléchir sur elle-même et déterminer ce qui donne sens au « vivre ensemble »). Manifeste ou non, explicite ou non, la culture est ainsi considérée comme une réalité omniprésente à prendre en compte dans toute situation sociale, y compris celles de grande précarité (à l'inverse du modèle de la « pyramide de Maslow », qui voit la satisfaction des besoins vitaux fondamentaux comme un préalable à toute émancipation symbolique et sociale du sujet) : on produit en permanence de la culture à travers ce qu'on interprète du monde environnant et la manière singulière dont on se l'approprie et dont on le restitue aux autres, l'art n'étant que la forme la plus élaborée de ce processus.

Cette approche se retrouve dans les propos de nombreux participants (et notamment des habitants interrogés) qui soulignent **l'importance secondaire de l'objet artistique au profit de la pratique culturelle** (s'exprimer, construire sa parole) **et de l'échange** (dialoguer avec d'autres).

L'intérêt proprement artistique est ici souvent suscité par l'expérience et non pas nécessairement antérieur à celle-ci. En effet, pour de nombreux habitants, **les attentes initiales s'avèrent davantage relationnelles qu'artistiques** : soit il s'agit d'une opportunité de sortir de son isolement, de « se bouger », de rencontrer des gens et nouer des liens (et la première « découverte » culturelle ne sera d'ailleurs pas tant la culture en tant que telle que le goût pour la culture) ; soit, pour ceux qui ont déjà développé une appétence artistique, la motivation est surtout de trouver ainsi l'occasion de partager ses passions ou centres d'intérêt culturels. Cette prédominance du lien social comme moteur de la participation aux

PDC renvoie en fin de compte à une réalité sociale largement partagée (« même la sortie à l'opéra est souvent moins une relation aux œuvres qu'une relation aux autres » - D. Pasquier, La culture comme activité sociale, 2005).

L'enjeu n'est donc pas de susciter une admiration envers les œuvres culturelles (d'où peut-être la distance à prendre avec la notion de « choc esthétique » parfois évoquée) mais **d'utiliser l'expérience culturelle comme une manière privilégiée de « faire société » et de reprendre des prises (même symboliques) sur sa vie et son environnement.**

Ceci passe en premier lieu par le fait que les personnes perçoivent en quoi la culture peut les concerner réellement.

En ce sens, il apparaît fondamental de privilégier les formes d'action qui aident à **dédramatiser, désacraliser, démystifier la culture**, comme les rencontres avec des artistes et des responsables culturels, les visites de coulisse, etc.

De même, les conditions de confrontation à des œuvres artistiques doivent être pensées moins dans l'idée de provoquer des « chocs esthétiques » que de fournir **des supports projectifs à partir desquels les participants sollicitent leur propre vécu ou leur propre imaginaire**, ce qui implique qu'il y ait des espaces où ceci puisse être repris avec eux.

Au-delà, l'objectif n'est pas tant de faire perdurer des actes de consommation ou même des pratiques culturelles chez les habitants passés par les PDC ou les PDSC que de **favoriser leur inscription dans la Cité, dans le territoire, à travers le développement de leurs potentialités d'expression et d'agir, de leur capacité à mener des projets individuels et collectifs**, grâce à la double expérience d'une « émulation » culturelle et d'un changement de statut symbolique (et, dans certaines limites, social).

Cette reconquête de socialité utilise le **media artistique moins pour lui-même que comme la métaphore et l'illustration la plus aboutie d'une recherche de mise en forme de l'expression** (la notion de « discipline » s'applique aux arts comme à tout processus de production d'une parole) **pour qu'elle puisse être entendue et partagée avec d'autres.**

Ce travail doit **s'inscrire dans le temps, dans la répétition**, car il s'agit d'un processus d'élaboration progressive et de dialogue permanent qui nécessite de passer par diverses phases, et d'abord par le déblocage d'une expression véritablement personnelle, pour entamer le travail exigeant de sa mise en forme.

Les opérations de **découverte des lieux de production de la citoyenneté** (ex. visite d'une imprimerie, d'une radio, d'un journal, ...) et de dialogue avec leurs acteurs, même si elles

restent relativement peu développées, s'inscrivent également dans cette problématique du « comment on fabrique de l'expression » et sont décrits comme des moments importants par ceux qui y ont participé.

Ces manières de concevoir la « culture », la « découverte » et le « parcours » soulignent également l'importance de continuer à **proposer cette action à ceux qui ne se sentent a priori pas ou peu concernés par la culture** (définition du « non-public » dans l'action culturelle des années 70), ce qui est différent d'une simple absence de fréquentation des établissements culturels (largement répandue dans la population, sans que la culture soit pour autant absente de la vie des personnes en question) et constitue véritablement une situation d'exclusion de la culture.

Ce sont ces personnes pour qui l'action peut le plus correspondre à une effective « découverte ». De nombreux habitants disent d'ailleurs avoir trouvé initialement la proposition culturelle plus ou moins incongrue et avoir besoin d'être incités, et même accompagnés, au moins pendant un certain temps. Les effets de déclic et de déblocage (ou de « dégel », pour reprendre l'expression de Daniel Larger dans son intervention au séminaire Grundtvig), de remise en mouvement dans les différents domaines de la vie sociale et personnelle sont d'ailleurs d'autant plus forts chez ces personnes, en lien avec la prise de conscience d'être soi-même producteur – réel ou potentiel – de culture (ne serait-ce que parce que les œuvres culturelles ne sont jamais reçues passivement et qu'on les réinterprète nécessairement).

La **logique « horizontale »** (« tous à la même enseigne » dans le rapport à la culture et à l'égalité de rôles dans le parcours), qui est un des éléments les plus récurrents parmi les témoignages recueillis auprès des trois types d'acteurs, **est un autre enjeu qui participe puissamment de la « culture » commune des PDC**. Il fonctionne aussi bien comme un postulat de départ, une règle du jeu (partager d'emblée les mêmes expériences sans distinction de fonctions), que comme une exigence, une visée, une résultante (les habitants « deviennent culturellement plus qualifiés que la population globale » et accèdent à certaines responsabilités).

En d'autres termes, le changement de statut ou de position (symbolique et/ou sociale) des habitants n'est pas seulement recherché comme effet de changement provoqué par les PDC mais constitue une condition essentielle de leur déroulement. Il y a évidemment des écarts sensibles entre l'affirmation de ce principe et la réalité de sa mise en œuvre (cf. infra) mais il constitue un repère structurant pour l'ensemble des acteurs.

Développement du lien social, inscription citoyenne à travers la conception et la réalisation de projets collectifs, logique horizontale dans la mise en œuvre du parcours : ce **large partage d'enjeux** permet de préciser les objectifs de changement qui peuvent être recherchés dans ce dispositif et qui sont de l'ordre de l'interaction (liens créés, constructions collectives). Plus précisément, il permet de faire la part entre ces objectifs et les effets induits (les retombées spécifiques) chez les différents participants. Ces derniers sont néanmoins à

prendre en compte dans l'évaluation des PDSC à venir car leur mise en exergue constitue un facteur déterminant de mobilisation des acteurs, notamment institutionnels.

A ce sujet, on observe un relatif **décalage entre les effets auxquels sont attentifs les travailleurs sociaux** (souvent de l'ordre d'une socialisation comportementale : prendre le bus, aller à Pôle Emploi, ...) **et ce sur quoi les habitants mettent prioritairement l'accent** : le sens qu'a pris cette expérience pour eux, le développement de leurs capacités d'expression, les liens durables ou temporaires noués avec les autres.

Ces attentes sont naturelles de la part des travailleurs sociaux et peuvent correspondre à des effets observés « de surcroît » mais n'ont pas vocation à coïncider avec les objectifs visés dans le cadre des PDSC, ceux-ci ne pouvant qu'être communs aux trois types de participants et devant répondre à la question « que cherchons-nous à faire ensemble ? ».

A ce sujet, il est toujours nécessaire de rappeler que la mobilisation de ressources symboliques reste à elle seule insuffisante pour mettre les personnes en situation d'autonomie réelle et que les PDC n'ont pas vocation à devenir une nouvelle figure du modèle de « l'insertion par ses propres moyens », celui d'une remobilisation personnelle – se lever le matin, prendre le bus, aller à Pôle Emploi, etc. – qui aboutirait à une réinsertion socioprofessionnelle (schéma qui ne concerne – et ne peut concerner – qu'une part infime des personnes concernées). Les PDC relèvent davantage du « rétablissement » (social et personnel) que de l'insertion : on peut en attendre que les habitants deviennent collectivement acteurs de changement, mais pas tant de leur propre situation que de leur environnement local.

Chez les habitants, on constate des liens étroits entre les effets de revalorisation souvent évoqués (« sortir des cases dans lesquels on s'est mis », « être vus et se voir autrement ») et ceux de remise en mouvement (se remettre à sortir, utiliser les services publics, prendre en charge ses problèmes de santé, réinvestir l'éducation de ses enfants, créer une activité professionnelle ou autre, ...) : c'est en grande partie parce que l'expérience des PDC est productrice d'un autre regard sur soi, voire dans certains cas d'une certaine reconstruction identitaire, qu'elle suscite l'envie et favorise la mise en œuvre de conduites nouvelles. Celles-ci se déploient dans des champs très divers correspondant aux enjeux propres à chaque personne (éducatifs, sanitaires, professionnels, ...) mais dont le moteur commun est l'envie à nouveau suscitée de recréer des liens durables avec leur environnement proche ou éloigné.

Chez les travailleurs sociaux, les liens se situent entre les effets de ressourcement, largement évoqués (une « bulle d'air » dans un quotidien de travail vécu comme de plus en plus « procédurisé »), et les incidences sur les pratiques d'accompagnement : c'est la mise à distance des fonctionnements habituels par l'expérience d'autres modes de relation avec les usagers (notamment le partage des expériences « au même niveau ») qui suscite des questionnements critiques, et surtout permet d'identifier d'autres postures possibles (dans l'écoute, l'invitation à l'expression, la recherche d'un rapport plus équilibré dans la conduite

d'entretien et la relation d'accompagnement). Cependant, même si certaines MDSI se sont nourries de cette expérience pour tenter de penser autrement l'accueil des publics, pour développer les actions collectives en général ou pour renforcer les liens inter-MDSI, il subsiste une tendance à se centrer davantage sur les changements observés dans l'attitude des usagers (capacité à prendre la parole, à formuler une demande) que sur sa propre pratique professionnelle.

Certaines associations ont pu quant à elles développer des projets de structures (transformation de L'Encrier en Centre Social) ou des actions nouvelles (mise en place d'un travail sur la parentalité baptisé « La parenthèse », favorisé par les liens établis dans le cadre des PDC) consécutives à leur implication dans le dispositif.

Chez les acteurs culturels, cette expérience a également provoqué des questionnements de la part de responsables de scènes, sur des thèmes comme les tarifs sociaux ou l'amélioration de la communication sur la programmation.

Cependant, ceux-ci renvoient principalement à des logiques de public potentiel et non à des changements conséquents de politique culturelle dans le rapprochement entre artistes et publics au-delà de cette action, notamment dans la sensibilisation des artistes locaux et l'incitation à s'impliquer davantage en ce sens (à travers des actions comme les résidences d'artistes, les visites de coulisse, etc. - mais aussi en imaginant de nouvelles). Le travail mené par les artistes « fils rouges » est évidemment à part, dans la mesure où leur projet est déjà à la base de « faire de la culture avec les gens » et de se nourrir de ce type d'expériences.

Les prolongements décrits sont davantage sociaux (projet de collaboration d'une scène avec un CCAS ou une autre MDSI, intervention d'un artiste sur la réhabilitation d'un quartier ou auprès d'un Centre Social, ...) que culturels. Peu de projets ont d'ailleurs été cités concernant de nouveaux partenariats entre acteurs culturels dans le cadre même des PDC.

2. Quelques conditions de réussite qui apparaissent essentielles pour donner corps à ces enjeux

La problématique du groupe est fondamentale, dans la mesure où c'est la constitution d'un collectif qui permet à chacun d'élaborer une parole et une confrontation avec l'environnement, et de prendre conscience de ses ressources par effet-miroir. Le groupe permet aussi le partage d'expériences au même niveau entre les différents acteurs et donc la mise en œuvre de la logique horizontale. Et il constitue un espace privilégié d'expérimentation du débat, d'élaboration de consensus (et de gestion des dissensus) et de participation à une certaine forme d'action publique. Il l'est d'autant plus si son fonctionnement est basé en permanence sur un principe de co-construction (« établir un parcours à partir du groupe plutôt que de chercher un groupe pour un parcours », prendre le temps de définir et de revenir sur ce qu'on veut faire ensemble).

Les réunions de début de saison (élaboration collective d'un projet commun) et de fin de saison (bilan et perspectives) occupent une place essentielle à cet égard en scandant une temporalité qui structure la vie du groupe. Ce sont des occasions privilégiées de définir ou revenir sur le sens de ce qui est recherché ensemble, de prendre de la distance par rapport à ce qui a été réalisé (par l'évaluation et le retour collectif des expériences) et de s'accorder sur des réorientations ou des prolongements. Qui dit groupe dit aussi projet (de groupe mais aussi de territoire), qui le fédère sur la durée, au-delà de la succession d'expériences multiples. La définition d'une thématique de la saison (ouverte et non exclusive) peut s'inscrire dans cette logique, de même que l'inscription du groupe dans une perspective locale plus large (par exemple contribuer à préparer un évènement culturel ou festif).

La prééminence du lien (social) sur l'objet (culturel), évoquée plus haut, a des incidences très concrètes en termes de vie du groupe, à commencer par l'impératif de ne pas sacrifier les temps d'échanges après les spectacles et donc de davantage anticiper leur organisation.

Pour autant, il importe d'être attentif à ce que le groupe reste ouvert (éviter le fonctionnement en « vase clos » et prévoir des possibilités de renouvellement) et souple dans son fonctionnement (avec des participations à « géométrie variable »).

Le groupe doit aussi prendre en compte les situations de chacun dans le rapport à la culture et respecter les rythmes et les modes d'appropriation individuels. Par exemple, pour certains, il sera au départ plus facile de participer à une sortie ou à un atelier cuisine (qui part d'une culture du quotidien) avant de penser à s'engager dans un atelier artistique ou de participer à un bord de scène.

Une immersion culturelle rapide contribue également à la prise de consistance du collectif : « un groupe ne se constitue vraiment qu'après avoir vécu une expérience culturelle » et c'est le lien ainsi créé qui permet au groupe de se structurer et aux personnes de commencer à construire leur rapport à la culture. Elle permet également de mettre rapidement en mouvement le travailleur social (par le déplacement symbolique impliqué par la logique horizontale) et l'aide à se défaire plus vite de ses réflexes habituels d'accompagnement.

Les affects provoqués à cette occasion (« susciter des expériences qui laissent des traces ») jouent souvent un rôle déclencheur et constituent un puissant facteur de remaniement des représentations et de mise en mouvement subjective mais, tels qu'ils sont évoqués par les habitants, ils relèvent tout autant de la confrontation à une œuvre que des conditions dans lesquelles celle-ci a été partagée avec les autres.

La répétition, la régularité, l'inscription dans la durée représentent une dimension essentielle à prendre en compte dans la définition des parcours et la mobilisation des intervenants.

Pour les habitants, elles permettent de sortir des logiques d'urgence, de réintroduire de la temporalité (et ainsi des capacités de projection), de faire une place aux rythmes propres à chacun. Elles permettent également de mener avec eux un véritable travail d'initiation, c'est-à-dire d'émergence, de maturation et d'élaboration culturelle, sans lequel la confrontation

aux œuvres culturelles ou la découverte de la pratique artistique risquent d'être « plaquées ».

Pour les professionnels, elles favorisent la construction de partenariats durables entre le social et le culturel par une compréhension réciproque des enjeux et contraintes de chacun ainsi que la conception de projets véritablement concertés, et donc plus pertinents et plus solides.

Le maintien d'un **principe d'indétermination relative** (« on part ensemble vers l'inconnu ») est également un facteur de dynamique individuelle et collective : quel que soient les choix opérés en début de saison, le parcours doit aussi se construire et se réajuster au fur et à mesure, faire place à de nouvelles envies et opportunités, et pouvoir en partie bifurquer par rapport à ce qui avait été prévu. Ceci amène à penser davantage le parcours comme un processus que comme une programmation, où ce qui est découvert - et la réflexion collective sur cette découverte - suscite d'autres recherches.

Enfin, **malgré la diversité des formes d'expression artistiques qui peuvent être mises à contribution, il nous semble qu'une priorité est à donner à tout ce qui s'articule autour de la parole**, et notamment le théâtre (« tous les arts réunis en un », selon l'expression d'un habitant). Quand bien même le support retenu est musical ou corporel, il doit être pensé autour des mots.

3. Une redéfinition nécessaire de la place et du rôle du travailleur social : repenser le positionnement face à l'usager dans un autre cadre que l'accompagnement

L'accès aux PDC reste essentiellement un accès « dirigé », sur le mode classique de la prescription et donc dépendant d'un diagnostic propre au travailleur social, ce qui limite d'ailleurs la proposition aux personnes accompagnées alors que cette action s'inscrit aussi dans un enjeu de prévention. Il serait cohérent d'ouvrir cet accès et de développer les possibilités d'entrées par d'autres voies, en favorisant la sollicitation directe des usagers auprès des travailleurs sociaux à partir d'une information à diffuser plus largement - en salle d'attente de la MDSI, en mairie, en action collective, etc. , mais aussi par la cooptation (famille, amis, voisinage), ce qui permettrait en outre d'introduire plus de mixité et d'aller vers un collectif qui ne soit pas un « groupe MDSI » mais un groupe constitué à l'initiative, à partir de la MDSI.

Ceci est d'autant plus important que les logiques « publics », par le marquage social qu'elles induisent, s'avèrent difficilement compatibles avec l'action culturelle. Par exemple, travailler sur le lien parental en constituant un groupe avec des parents en difficulté éducative peut relever d'une action collective portée par la MDSI, mais autre que le PDSC.

Ce réflexe de « guidance socio-éducative » se retrouve, dans certains PDC, dans la **présélection des activités et surtout des spectacles** entre acteurs culturels et travailleurs sociaux. Cette question est majeure car elle renvoie à des représentations qu'on peut

qualifier d'invalidantes sur la capacité des personnes à décider par elles-mêmes (si tant est qu'on leur donne l'information pour le faire) ce qui correspond ou non à leurs attentes culturelles mais aussi sur leur droit – reconnu à tout citoyen « lambda » - à se « mettre en danger » émotionnellement (puisque c'est cet argument qui est le plus souvent mis en avant pour ne pas proposer certains spectacles) .

De manière plus générale, on peut estimer que **des marges insuffisamment exploitées existent pour renforcer la dimension délibérative au sein des groupes.**

Ainsi, **les choix culturels mais aussi pédagogiques ne semblent pas toujours véritablement concertés** (par exemple, la question du choix entre bords de scène exclusifs ou tous publics). Les difficultés à mobiliser les publics évoquées par ailleurs pourraient en partie être liées à un défaut d'engagement des personnes, du fait d'une concertation parfois trop limitée ne favorisant pas l'appropriation des décisions et des événements.

De fait, l'engagement des travailleurs sociaux dans une expérience comme les PDC implique un **dépassement du modèle d'accompagnement classique** (et une perte de pouvoir subséquente) pour se recentrer sur une autre compétence du travail social : la capacité à créer du lien, en interne (dans la constitution et l'animation du groupe) et en externe (en aidant les habitants à tisser des liens avec leur environnement). La dimension de soutien individuel passe au second plan, même si elle reste présente en terme de disponibilité, dans un travail d'incitation (« on n'aurait pas fait tout ça de nous-mêmes », soulignent plusieurs habitants) et de réassurance qui passe souvent par des choses très concrètes (venir chercher les gens en voiture, prendre le temps d'expliquer comment les choses vont se passer, ...) et dans l'attention à certaines problématiques personnelles quand le besoin s'en fait sentir.

Cette redéfinition de posture se retrouve dans la manière même de concevoir le collectif, qui ne peut être réduit à l'« apprentissage du vivre-ensemble », quand il s'agit avant tout de construire ensemble (du sens, des projets, des réalisations).

Elle pose également la question complexe du désengagement (même relatif) du travailleur social, au temps opportun : **à partir de quand le partage d'expériences culturelles (indispensable dans les premiers temps) n'est-il plus nécessaire ?** Deux éléments sont ici à prendre en compte : ce que les personnes concernées en disent (et qui suppose de les questionner régulièrement à ce sujet) et le constat concret de l'apparition d'initiatives autonomes. Une participation « à géométrie variable » des travailleurs sociaux aux spectacles ou aux ateliers de pratiques peut ainsi correspondre à une forme d'implication en phase avec l'histoire (la maturation) du groupe et l'évolution de son parcours.

Une place particulière est à faire à la **question de la proposition**, qui s'inscrit dans une dialectique où les effets de balancier, entre propositions actives exclusives et réponse tout aussi exclusive aux propositions des habitants, sont à dépasser. « Partir de » ne signifie prendre telle quelle, dans son immédiateté, la demande des gens mais dialoguer avec eux dans la réciprocité à partir de ce que chacun amène et propose, tout en continuant à faire des propositions (renouvelées chaque année, ainsi qu'en cours de saison) à partir de critères collectivement définis (ex. supports d'expression privilégiés, discipline artistique à découvrir, conditions de proximité avec les artistes pendant les spectacles). Ceci peut se faire sous forme de « clefs d'entrée » (par exemple : « ce qui nous intéresse en premier lieu, c'est de comprendre comment se fabrique un spectacle »).

Concernant la proposition active, une préoccupation majeure doit être celle de la **diversité** dans les actions proposées (dans les champs artistiques mais aussi dans les formes de rapport à la culture) : découvrir et s'approprier la culture, c'est d'abord en saisir la diversité des possibles et des formes d'expression.

L'affirmation et le respect effectif et constant du **libre-choix** sont particulièrement essentiels dans une action telle que les PDC, ce qui implique d'éviter toute injonction involontaire (aux sorties, aux spectacles, aux ateliers... ou même à la prise de parole) et de s'assurer que les gens n'aient aucune inquiétude d'être pénalisés de quelque manière en cas de désengagement du projet. Les habitants mettent fréquemment l'accent sur l'intérêt de « prendre du temps pour soi » et il importe de ne pas réintroduire du temps contraint, même de manière implicite.

Ceci implique de ne pas se focaliser sur le présentisme et de laisser par exemple la relance aux habitants qui le proposent (afin qu'elle soit perçue comme moins impérative car n'émanant pas du représentant d'une institution). Même si les contraintes de billetterie posent des difficultés réelles, elles ne représentent pas une fin en soi et les solutions sont plutôt à rechercher dans l'organisation : varier les scènes pour diluer le problème que cela peut poser avec chacune d'entre elles (tout en maintenant la présence de travailleurs sociaux aux spectacles, car c'est souvent ce lien qui encourage les gens à venir, au moins dans un premier temps) ; prévenir suffisamment à l'avance de la programmation pour que tout habitant ayant participé aux phases de conception du parcours puisse anticiper et s'organiser ; s'assurer que l'information est bien passée ; prendre le temps d'expliquer les contraintes d'organisation et les conséquences concrètes des désistements ; trouver un système permettant la diffusion et l'affectation des places non occupées à d'autres personnes ne faisant pas (ou pas encore) partie du groupe, ce qui suppose de rappeler les gens quelques jours avant pour confirmer ou non leur participation ; ...

4. Changer le regard et renverser la perspective : aller jusqu'au bout de la logique de dé-stigmatisation et de requalification

Deux dimensions sont à prendre en compte dans tout processus de revalorisation et de requalification : les capacités démontrées (prise de conscience de ses possibilités par le participant à travers leur manifestation active) mais aussi les capacités reconnues (image renvoyée au participant par son environnement à travers des signes concrets d'attribution de valeur). C'est sur ce dernier point que des progressions sont à attendre dans le contenu du dispositif.

Par exemple et comme proposé plus haut, en accentuant la dimension délibérative dans le choix des activités, que les propositions soient faites aux habitants et discutées avec eux ou que la recherche de propositions parte d'eux. Ou en développant davantage les prises de rôles dans le fonctionnement du groupe (ex. relances avant les spectacles, suivi de la

programmation d'une scène, gestion des courriers, ...), ce qui correspond aux attentes exprimées par certains habitants.

Il est surtout fondamental de **partir de l'idée que les gens sont porteurs de culture avant d'être en manque de culture, et de s'appuyer davantage sur les ressources culturelles (appétences, connaissances, savoir-faire) déjà existantes des habitants**, notamment sous la forme d'ateliers d'initiation et d'échanges de savoirs conçus à leur initiative ou de sorties de découverte guidées par des habitants. Ces ressources sont actuellement peu exploitées (voire peu identifiées) alors qu'elles pourraient être par ailleurs l'occasion de monter de nouveaux projets avec des artistes. Il serait intéressant qu'elles fassent l'objet d'un questionnement plus systématique à l'entrée du dispositif PDC.

De la même manière, valoriser **l'expertise acquise des habitants** (« devenus culturellement plus qualifiés que la population globale », à l'image du collectif Carpe Diem) implique de les mettre plus souvent en position de transmission, aussi bien auprès de la population (ou des élus) que des professionnels (ex. présentation de l'expérience à une MDSI non engagée ou à une scène locale à sensibiliser, intervention auprès des écoles, etc.). Un rôle dans l'animation des PDSC pourrait être confié à des « anciens » des PDC.

5. Concrétiser l'expérience culturelle : la question des traces et celle de la diffusion

La faible production de traces (documents écrits, photographiques, audio ou vidéo) dans le cadre des PDC est un élément important à souligner car il se situe au croisement de plusieurs problématiques essentielles : celle de la requalification évoquée plus haut (quels sont les signes concrets de reconnaissance adressés aux participants ?), celle de la dynamique du groupe (dont l'histoire se construit aussi à travers les marques de son passé) et celle des relations avec l'environnement (que va t'on communiquer de ce qui a été réalisé ensemble ?). La construction d'un **matériau de mémoire commune** pour les participants nous semble s'inscrire pleinement dans la logique des PDC et mériterait que soit davantage anticipée la production de traces (sous quelle forme, à quel moment, avec quels moyens).

Un autre enjeu pratique, qui peut se situer dans le prolongement du précédent, est d'ouvrir des **scènes publiques** de représentation positive, par la diffusion de productions artistiques réalisées dans le cadre des PDSC et par la tenue conjointe de débats, afin de permettre aux habitants de ne plus être dits mais de se dire et de donner une valeur publique à ce qu'ils ont construit (spectacles sur scènes, expositions ou affichage dans des lieux publics, des équipements municipaux, sur Internet, ...). Si la représentation n'a pas vocation à être envisagée dès le départ, le désir de représentation est souvent suscité chemin faisant du processus de création artistique. Notons d'ailleurs à ce sujet que si un des enjeux de la participation des travailleurs sociaux à ce dispositif est de « donner une autre image de la

MDSI auprès de la population », il peut sembler étonnant que les productions artistiques issues des PDC n'y soient pas davantage mises « en vitrine ».

6. Une priorité : développer les liens directs et répétés entre habitants et acteurs culturels

Si certains projets de spectacles en autonomie ont pu se concrétiser et se pérenniser (comme à Pessac ou à Floirac avec « Si on sortait ») et si des contacts réguliers se sont noués entre certaines scènes et certains participants (qui viennent par exemple s'informer sur la programmation pour relayer l'information auprès des autres), les liens entre habitants et acteurs culturels restent largement dépendants de la présence des travailleurs sociaux.

Notons d'ailleurs que l'existence de pratiques ou de connaissances culturelles préalables chez les travailleurs sociaux impliqués dans les PDC ne constitue pas nécessairement un atout et pourrait même accentuer ce phénomène, dans la mesure où le risque serait qu'ils transmettent par eux-mêmes une pratique ou un savoir culturel alors que leur rôle est dans un premier temps d'accompagner les habitants vers l'appropriation culturelle en l'expérimentant avec eux, à leurs côtés (c'est-à-dire par une découverte qui soit commune), pour créer des ponts et **autonomiser au fil du temps les liens entre habitants et artistes**.

L'idée est de favoriser, par un travail de familiarisation réciproque et progressive, **l'émergence de projets culturels à l'initiative des habitants et accompagnés (ou ponctuellement appuyés) par des artistes** (à travers un soutien à la mise en forme, sur le mode de la coopération entre Carpe Diem et N'a qu'un Œil autour de la conception et de la réalisation d'un journal d'information culturelle).

Les **rencontres et l'établissement de liens de proximité avec les médiateurs culturels** sont également à renforcer, car ils permettent aux habitants de les questionner et de les interpeller sur leur programmation, leur communication, leur politique culturelle.

7. Quelle démarche culturelle ? : la place des médiateurs et artistes dans le dispositif des PDSC

Il est essentiel que **les acteurs culturels soient mobilisés sur cette action non pas sur des problématiques sociales mais en lien avec leurs propres enjeux de politique d'action culturelle**, et qu'ils viennent y chercher les moyens de se qualifier et d'avancer sur la démocratisation et la pédagogie culturelles, le rapport au public et au non-public, l'exigence d'aller à la rencontre de la population, le souhait de susciter et nourrir la création artistique à travers ces rencontres et les confrontations et échanges qu'elles génèrent.

A l'inverse, certaines autres préoccupations d'acteurs culturels, pour légitimes qu'elles puissent être, n'ont pas vocation à être au cœur des PDC et ne peuvent représenter que des effets induits : conquérir un public potentiel, éduquer le goût artistique. La question « comment amener les populations vers la culture ? » doit se déplacer vers « comment entrer en rapport avec une population, comment faire de la culture avec les populations ? ».

Ces considérations soulignent l'importance de mailler « patiemment » la coopération entre social et culturel, en particulier de trois manières :

- Structurer un partenariat fort et durable avec une **scène culturelle référente** (choisie selon sa philosophie culturelle plus que sur sa sensibilité sociale), **articulée à un réseau de relais culturels** (petites associations, troupes de théâtre amateur, ...) mobilisés plus ponctuellement, **ainsi que de relais sociaux** (en donnant une place particulière aux Centres Sociaux, qui favorisent la mixité et dont certains proposent aussi des ressources culturelles).

L'identification d'interlocuteurs personnalisés au sein de chaque structure est une condition majeure de ce type de partenariat.

- **Associer davantage les artistes et responsables de scènes à l'élaboration et au suivi du projet PDSC**, de manière à ce qu'ils s'en approprient les enjeux. Ceci correspond d'ailleurs au souhait exprimé par certains d'avoir des temps de réflexion pédagogique sur des questions telles que : « comment parler des propositions culturelles pour donner envie, ne pas faire peur... ? » ; « quelles sont les retombées des spectacles sur les personnes, qu'est-ce que ça provoque chez elles ? » (questions qui ne relèvent pas du socio-éducatif mais d'un questionnement permanent sur le publics de la culture).
- Mettre en place des **temps de formation réciproques entre travailleurs sociaux et médiateurs culturels**, favorisant la compréhension des enjeux et réalités de chacun mais permettant surtout de se qualifier conjointement et de construire des articulations de rôles. Sur ce dernier point, notons que plusieurs désengagements des PDC ont été

relatés, qui semblent moins liés à des contraintes de disponibilité qu'à l'absence de repères suffisants sur la place à tenir.

Ces temps de formation devront être pensés en cohérence avec la démarche des PDC et éviter par exemple la transmission implicite de stéréotypes que pourraient véhiculer des thématiques du type « comment accueillir ces publics spécifiques dans les espaces culturels ? ». Ce qui renvoie plus largement à l'image du travail social (comment il est perçu par ses interlocuteurs : du travail auprès du « cas social » au travail sur le lien social) et est l'occasion de travailler sur la manière dont il se présente.

8. Des travailleurs sociaux et des institutions : l'engagement des MDSI

Le **rôle des encadrements** est ici essentiel, que ce soit en terme de valorisation au sein de la structure du travail mené par les professionnels les plus impliqués dans les parcours (y compris dans la reconnaissance concrète du temps de travail et sa prise en compte dans l'attribution des autres missions : mesures, personnes accompagnées) et de sa concordance avec les missions de la MDSI, ou que ce soit dans l'appui direct au travail de mise en réseau avec les partenaires territoriaux (culturels, institutionnels, politiques) et le montage de projets, notamment dans leurs dimensions financières et stratégiques.

La présence d'un **travailleur social référent culturel** au sein de chaque MDSI semble aujourd'hui nécessaire pour ancrer pleinement la dimension sociale et culturelle dans le fonctionnement « normal » de l'institution, fluidifier le passage de l'information (en interne et en externe) et favoriser l'implication (à des degrés divers) des différentes professionnalités qui la constituent. A cet égard, on ne peut que souligner l'absence des secrétaires médico-sociales (dont on connaît par ailleurs l'importance du rôle dans les relations entre l'institution et les publics) dans les PDC, alors même que plusieurs d'entre elles ont exprimé le souhait d'y apporter leur concours.

La mise en place de temps formels (deux par an ?) de **restitution de l'expérience des PDSC auprès de l'ensemble de l'équipe de la MDSI**, incluant une réflexion collective sur les liens possibles avec les postures d'accueil et d'accompagnement individuel (impulser une dynamique, se concerter en permanence et co-construire avec l'utilisateur, placer une personne en situation d'autonomie, ...) permettrait à chacun d'appréhender comment cette expérience interpelle les pratiques professionnelles, le fonctionnement de la MDSI, le regard porté sur son public et les effets de ce regard.

Des réunions tournantes **de MDSI à MDSI** (échanges d'expériences et de pratiques) pourraient également être développées.

Au-delà des aspects institutionnels, il serait intéressant d'introduire la médiation socioculturelle (en s'appuyant sur l'expérience des PDC), ses finalités et ses conditions de réalisation dans la **formation de base et continue des travailleurs sociaux** (en lien avec le « développement social local » et l'approche du travail social « hors les murs »). Rappelons que le « socioculturel », s'il a été largement délaissé (pour ne pas dire ringardisé) à partir des années 80, représente néanmoins un courant majeur de l'intervention en travail social et qu'une expérience comme les PDC permet de lui redonner sens.

9. La délicate transition des PDC aux PDSC : mobiliser des acteurs nouveaux

La territorialisation du dispositif crée une situation où la conception des projets PDSC va devoir faire davantage de place au maillage avec l'existant local, et plus précisément aux actions **mixtes** (par exemple pour les ateliers de pratiques, qui peuvent être l'occasion pour les habitants de partager des expériences culturelles avec des publics « tout-venants ») et porteuses de **transversalité** institutionnelle (en travaillant avec les communes, les écoles, les maisons de retraite, les hôpitaux, etc.).

La priorité stratégique liée à l'autonomisation est de mener des actions visant à impliquer et **mobiliser les élus** (qui peuvent proposer des ressources financières, logistiques, sociales) **dans l'appui au PDSC, sur des enjeux de démocratie participative et de développement local** (culturel, social et même économique).

Il s'agit en premier lieu de les sensibiliser en les confrontant directement à la parole des habitants, puis d'entretenir le lien en les informant régulièrement (sur les agendas des PDC, les réalisations, les évaluations) et de diverses manières (invitation à des journées « portes ouvertes », participation à des débats publics sur des thèmes comme la gratuité, auditions en séances municipales, ...).

Les Communautés de Communes constituent un cœur de cible privilégié (et actuellement peu identifié) de par leur compétence culturelle.

Cette recherche de soutiens politiques pourrait être une autre manière d'impliquer l'encadrement des MDSI, dans un rôle de communication et de promotion institutionnelle.

Outre les élus, une préoccupation majeure sera de **communiquer sur les expériences, productions et projets des PDC**, auprès de la presse notamment mais aussi du tissu culturel local (et départemental), pour « susciter des vocations ».

La suggestion de « journées portes ouvertes » organisées par des habitants pourrait là aussi être reprise. Le journal du Conseil Général pourrait également être mis régulièrement à contribution.

Localement, il serait intéressant de s'appuyer plus qu'aujourd'hui sur les différents relais de diffusion que sont les mairies, les associations de parents d'élèves, les équipements et commerces, etc.

10. L'inscription des PDSC dans la durée : des dimensions organisationnelles incontournables

Il semble indispensable de continuer à assurer une certaine **coordination départementale**, centrée sur un double rôle d'observatoire (mutualisation et diffusion des expériences, des idées, des informations, notamment par rapport au montage des projets et aux financements mobilisables) et d'appui direct et ciblé aux initiatives autonomes (conseil et mise en réseau). La fonction d'observatoire serait également celle d'un lieu-ressource permanent sous la forme d'un site (et d'un forum) sur les PDSC.

Cette coordination pourrait associer des habitants (notamment des « anciens ») à travers un collectif constitué.

Certains **outils pratiques** pourraient faciliter l'émergence et le développement de projets par les acteurs, ainsi que celui des spectacles en autonomie (par exemple un répertoire des PDC, avec notamment les noms et coordonnées d'anciens habitants).

Une autre priorité à ce niveau est d'améliorer le fonctionnement des **instances de régulation** en rendant les réunions plus lisibles et accessibles, aussi bien dans leur programmation et leur objet que dans leur déroulement. Il importe notamment d'être attentif à ne pas reproduire dans ces réunions une forme d'exclusion par des codes de langage (sigles non explicités, termes administratifs ou trop conceptuels, ...) pouvant ressembler à celle qui éloigne de nombreuses personnes du monde culturel.

Enfin, des moyens sont à mobiliser pour dégager des **solutions de garde et de transport**, par exemple en mutualisant les moyens entre MDSI ou dans le cadre de projets transversaux impliquant d'autres institutions et d'autres ressources financières ou logistiques, afin que la découverte culturelle rime avec ancrage local mais aussi avec capacité à « se déplacer » (au sens spatial comme au sens symbolique), à sortir de son village ou de son quartier (dans une logique de désenclavement et d'ouverture). Tout en gardant à l'esprit que la mobilité doit être pensée dans les deux sens (artistes à la rencontre du public dans ses lieux de vie, spectacles itinérants).

11. Le risque du repli vers une approche consummatrice de la culture : maintenir l'exigence participative et se donner les moyens de la faire partager

L'élaboration d'un **cahier des charges (ou d'une charte) des PDSC**, s'appuyant notamment sur les propositions du groupe-ressource évaluation (Annexe 2), et la mise en place d'une évaluation permanente locale et départementale (cf. propositions en annexe 3) attentive au respect de ce cahier des charges nous semblent déterminants pour maintenir une cohérence en terme de philosophie sociale des parcours, et éviter le principal risque de dérive que serait le repli vers une approche consummatrice de la culture sous des formes diverses (allant de l'accès au droit culturel au loisir occupationnel, préoccupations ayant toute leur raison d'être mais réductrices par rapport à ce qui fait sens dans l'expérience vécue par les acteurs des PDC). Le point central reste à notre sens de privilégier le « chercher et construire ensemble » et les modalités d'action qui s'y rattachent : principalement les ateliers de pratiques (cellules de création) et les temps de discussion après les spectacles, ainsi que des initiatives comme les résidences d'artistes (les artistes à la rencontre des habitants) et les visites de coulisses (les habitants à la rencontre des artistes).

Même concernant les **ateliers de pratiques**, élément essentiel du dispositif, il importe de rester vigilant face aux glissements de sens possibles, ceux-ci pouvant être rapidement conçus comme des lieux d'apprentissage alors qu'ils constituent des espaces de reconnaissance, donc de mise en valeur de l'expression et de surgissement de l'imprévu (« prendre place dans un atelier artistique, c'est prendre part à la production des significations qui constituent notre représentation du monde, c'est aussi une manière de poursuivre notre inscription dans la société »). Un autre écueil serait celui de l'injonction à l' « authenticité », à la mise à nu, ce qui aurait comme possible conséquence d'assigner les personnes à l'évocation de leur situation sociale et du vécu qu'elle engendre alors qu'elles viennent souvent y chercher les moyens de se regarder autrement. Tout ceci demande de la part des artistes impliqués des compétences différentes de la simple transmission d'un savoir-faire : aider à prendre de la distance avec l'objet culturel, à faire émerger l'envie culturelle et à élaborer l'expression culturelle.

La réussite des PDSC passe par la mise en œuvre d'un **travail de pédagogie permanente** (et de qualification mutuelle) en direction de l'ensemble de leur acteurs. Au près des habitants (« aller chercher l'autre là où il est ») mais aussi des travailleurs sociaux (faire comprendre l'intérêt des liens entre social et culturel au sein des MDSI), du monde culturel (faire poser aux scènes et aux artistes les questions de la transmission et du rapport aux populations des territoires sur lesquels ils interviennent) et des acteurs politiques (sensibiliser les élus locaux aux enjeux de développement local portés par cette démarche). Les volontés sont là, des ressources existent, une expérience riche et prometteuse peut servir de point d'appui. Les nouveaux parcours de découvertes culturelles auront la consistance des liens qu'ils auront tissés et des rapprochements qu'ils auront permis.